



## Stéphane Vachon passe à la surintendance de l'éducation du CÉPEO



par **Philippe Gonzalez**

[Voir tous les articles de Philippe Gonzalez](#)

Article mis en ligne le 29 juin 2009 à 11:03

[Soyez le premier à commenter cet article](#)

Le Conseil des écoles publiques de l'Est de l'Ontario (CÉPEO) a choisi Stéphane Vachon comme prochain surintendant de l'éducation. Ce dernier œuvre depuis 16 ans dans le domaine de l'éducation. Il a occupé plusieurs tâches à titre d'enseignant, de conseiller pédagogique en enfance en difficulté, de directeur adjoint et de directeur du service à l'élève en enfance en difficulté au Conseil des écoles catholiques de langue française du Centre-Est (CÉCLFCE) et plus récemment comme directeur d'école.

Il a aussi pu mettre sur pied le Regroupement provincial de leaders francophones en enfance en difficulté. Cette association a permis aux 12 conseils scolaires de langue française de la province d'établir un dialogue continu, d'échanger des pratiques réussies et de discuter des solutions afin de relever les défis dans le domaine de l'enfance en difficulté.

«C'est un privilège pour moi de me joindre à l'équipe dynamique du CÉPEO afin de contribuer, par ma passion et avec mon énergie, à l'amélioration du rendement des élèves et au dépassement de tous», a souligné le futur surintendant.

Selon le directeur de l'éducation du Conseil, François Benoit, M. Vachon est la personne désignée pour combler ce poste. «C'est une personne qui a à cœur la réussite de chaque élève, ayant contribué avec succès à l'élaboration de principes directeurs et à la mise sur pied de programmes et de services pour appuyer les élèves ayant des besoins particuliers», a déclaré M. Benoit.

Stéphane Vachon entrera officiellement en fonction le 17 août prochain. Il succède à Réjean Sirois qui a accepté le poste de directeur de l'éducation et secrétaire-trésorier du Conseil scolaire de district catholique du Centre-Sud.



## Les élèves de Minto font don d'une voiture à la Saint-Vincent-de-Paul



par **Kristina Brazeau**

[Voir tous les articles de Kristina Brazeau](#)

Article mis en ligne le 29 juin 2009 à 12:09

[Soyez le premier à commenter cet article](#)

Les élèves du Centre professionnel et technique Minto ont fait don d'une Ford Probe à la Saint-Vincent-de-Paul, qui sera remise à une personne de la communauté dans le besoin. Les élèves ont entièrement réparé la voiture au 2e semestre et ont pu par la même occasion découvrir toutes les facettes de la mécanique automobile en effectuant des réparations sur la carrosserie, le moteur, les pneus, les freins, la conduite et le pare choc.



L'Express

lapresseaffaires.cyberpresse.ca

Judi 02 juillet 2009 06:47:00

Une superproduction hollywoodi  
à Montréal

POUR UI  
RAPIDE  
À L'INFO

cyberpresse.ca

**LeDroit**  
en version intégrale  
sur votre ordi

2 SEMAINES  
D'ESSAI  
GRATUIT



Publié le 30 juin 2009 à 13h06 | Mis à jour le 30 juin 2009 à 16h39

## Grippe A(H1N1): le ministre Bolduc invite à encore plus de prudence



Le ministre de la santé Yves Bolduc  
Photo: David Boily, La Presse

### Lia Lévesque

La Presse Canadienne

Le ministre de la Santé et des Services sociaux, Yves Bolduc, invite les personnes vulnérables à redoubler de prudence face à la grippe A(H1N1) en cette période de rassemblements publics et de festivals d'été.

Interrogé au sujet de la progression des cas de grippe, mardi alors qu'il était de passage à Montréal, le ministre s'est dit d'accord avec la recommandation de Santé Canada voulant que les femmes enceintes ainsi que les personnes ayant des problèmes cardiaques ou pulmonaires devraient éviter de participer à des rassemblements publics.

«Absolument. Tous les gens qui sont vulnérables. Déjà nous, on en faisait une recommandation, c'est-à-dire d'éviter les endroits publics, surtout si vous êtes asthmatiques, une personne qui a une maladie pulmonaire obstructive chronique, les insuffisants cardiaques, les personnes très âgées. (Ces personnes) ont à faire attention. Ces gens-là sont plus vulnérables pour l'attraper ou il y a des conséquences plus importantes sur leur santé lorsqu'ils l'attrapent. Donc on leur demande d'être plus prudents qu'habituellement», a suggéré le ministre de la Santé, lui-même médecin.

Déjà, plusieurs établissements de santé au Québec ont limité les visites aux patients dans le but de contenir l'épidémie.

Les autorités ont déjà invité les personnes qui sont malades à éviter les endroits publics.

Au niveau mondial, les autorités parlent d'un virus en mutation, qui pourrait reprendre de la force cet automne.

Au départ, la grippe A(H1N1) avait frappé avec moins de virulence au Québec qu'ailleurs au Canada.

«On est toujours inquiets parce qu'on sait qu'au début, au Québec, ça a été moins fort que dans le reste du Canada, a dit le ministre Bolduc. Mais actuellement, on a plus de décès. Mais proportionnellement, c'est quand même encore acceptable.

«Au Québec, on a tout mis les mesures qui devaient être mises (en oeuvre) au niveau de la protection. On est préparé au cas où il y aurait une augmentation de l'intensité. Par contre, ce qu'il faut, c'est que chacun se sente responsable et écoute les recommandations que l'on fait», a conclu le ministre.

---

© 2000-2009 Cyberpresse inc., une filiale de Gesca. Tous droits réservés.



**cyberpresse.ca**

**LeDroit**  
en version intégrale  
sur votre ordi

**2 SEMAINES  
D'ESSAI  
GRATUIT**



Publié le 01 juillet 2009 à 23h02 | Mis à jour le 01 juillet 2009 à 23h07

À l'occasion du 142e anniversaire de la Confédération

## Ottawa en rouge et blanc



La capitale nationale avait des airs de fourmilières, hier, alors que plus de 350 000 personnes ont investi les rues d'Ottawa et de Gatineau, à l'occasion du 142e anniversaire de la confédération canadienne.

Étienne Ranger, LeDroit



**Philippe Orfali**  
Le Droit

Du rouge et du blanc. Partout, de l'est à l'ouest, d'un côté comme de l'autre de la rivière des Outaouais.

La capitale nationale avait des airs de fourmilières, hier, alors que plus de 350 000 personnes ont investi les rues d'Ottawa et de Gatineau, à l'occasion du 142e anniversaire de la confédération canadienne.

La météo incertaine n'a pas empêché la foule, en grande partie habillée, coiffée ou encore tatouée de rouge et de blanc, de déferler sur la capitale du Canada.

Les festivités étaient lancées dès neuf heures par le défilé, suivi des cérémonies de levée du drapeau et de la traditionnelle relève de la garde, devant le parlement.

La gouverneure générale du Canada, Michaëlle Jean, et le premier ministre Stephen Harper, se sont adressés à la foule, avant le passage spectaculaire des avions CF-18 et Snowbirds.

« L'année prochaine sera spéciale pour les Canadiens. Les yeux du monde seront tournés vers nous au moment où nous accueillerons les Jeux olympiques et paralympiques de Vancouver et présenterons au monde ce que le Canada a de mieux à offrir », a déclaré le premier sous les applaudissements de dizaines de milliers de personnes.

Les Jeux olympiques de Vancouver, qui se déroulent du 12 au 28 février prochain, étaient au centre des célébrations de la fête du Canada cette année dans la capitale.

Puis, une fois les discours terminés, la place a été cédée au grand spectacle du midi sur la colline, mettant en vedette une ribambelle d'artistes canadiens, dont Sarah McLachlan, Marie-Mai, Marie-Jo Thério, Les Respectables et Gregory Charles.

En après-midi, une cérémonie de citoyenneté animée par la juge de citoyenneté Suzanne Pinel s'est déroulée au parc Major's Hill, alors que des événements semblables se déroulaient dans une dizaine d'autres villes à travers le pays.

### **Parc Jacques-Cartier**

La rive québécoise de l'Outa-ouais n'était pas en reste, le parc Jacques-Cartier servant de point de départ et d'arrivée à la course de la fête du Canada.

Avec la colline parlementaire comme toile de fond, la foule qui se trouvait au parc Jacques-Cartier a pu voir et entendre une quinzaine d'artistes de tous les horizons, comme les Montréalais Beast ou encore le groupe de hip-hop acadien Radio Radio.

« Je participe à la fête du Canada parce que je suis fier de mon identité et des valeurs canadiennes qui nous unissent », a dit hier Henri Thierry de Sousa, un Togolais d'origine ayant obtenu la citoyenneté canadienne il y a douze ans. Le père de deux fillettes nées au pays - « et d'un autre petit Canadien, en chemin! » - n'a manqué aucune fête du Canada depuis son arrivée au pays.

« J'ai même été bénévole le 1er juillet pendant dix ans. Pour moi, c'est une occasion de célébrer notre appartenance. Nous venons de tous les horizons, mais nous sommes tous Canadiens. J'en suis fier », dit-il.

En soirée, une seconde ronde de concerts a envoûté les spectateurs survoltés. Puis, vers 22 h, les feux d'artifices ont illuminé le ciel de la capitale, tandis qu'une marée humaine emplissait les rues et les parcs du centre-ville, la foule entonnant par moments l'hymne national canadien, l'*Ô Canada*.

### **En Outaouais et dans l'Est ontarien**

Ottawa-Gatineau n'a pas le monopole des festivités de la fête du Canada.

En Outaouais rural, tout comme dans l'Est ontarien, des dizaines de fêtes foraines et de rassemblements communautaires ont eu lieu, hier, en plus des traditionnels feux d'artifice. Ce fut notamment le cas à Hawkesbury, où l'on a souligné le 150e anniversaire de la ville.



**cyberpresse.ca**

Publié le 02 juillet 2009 à 06h48 | Mis à jour à 06h51

## Vidéo anti-islam: Ottawa a craint le pire



Le député d'extrême droite des Pays-Bas Geert Wilders, avait réservé un site à une entreprise de Toronto pour la diffusion de la vidéo controversée.  
Photo: AP



**Joël-Denis Bellavance**  
La Presse

(OTTAWA) La diffusion sur l'internet d'un court film anti-islam réalisé par un député d'extrême droite des Pays-Bas a fait craindre le pire aux autorités canadiennes l'an dernier.

C'est que le député Geert Wilders, qui est chef du Parti pour la liberté au Pays-Bas, avait réservé un site appartenant à une entreprise de Toronto, Inquent Technologies, une filiale du fournisseur d'accès internet américain Network Solutions, pour diffuser la vidéo controversée, Fitna («discorde» en arabe), en mars 2008.

Les autorités canadiennes craignaient que ce lien avec le Canada soit suffisant pour que des

groupes extrémistes s'en prennent aux ambassades du Canada à l'étranger, à des ressortissants canadiens séjournant dans d'autres pays ou à des entreprises faisant affaire à l'étranger, révèlent des documents exclusifs obtenus par La Presse en vertu de la Loi sur l'accès à l'information.

Ottawa craignait même pour la sécurité des soldats canadiens en Afghanistan, les insurgés talibans ayant déjà fait savoir qu'ils cibleraient les soldats néerlandais en mission dans ce pays à la suite de la diffusion du court film critiquant l'islam, selon les documents du ministère des Affaires étrangères.

«Comme il y a un lien entre le Canada et Fitna (même si c'est un lien technique), il y a un risque important que le Canada devienne la cible des manifestations de violence résultant de la diffusion du film si ce lien devait être connu à grande échelle», affirme-t-on dans les documents datés de mars 2008.

«Au-delà du risque qui existe d'une réaction générale anti-Occident, les ambassades du Canada, les symboles, les entreprises et les citoyens canadiens pourraient être potentiellement visés si le Canada est vu comme étant responsable de la diffusion de Fitna», ajoute-t-on dans les documents.

Le gouvernement canadien n'avait toutefois jamais exprimé ses préoccupations publiquement l'an dernier.

Quelques semaines avant la diffusion du film, le gouvernement des Pays-Bas avait décidé d'augmenter son niveau d'alerte antiterroriste de plusieurs crans afin d'être prêt à toutes les éventualités. Les autorités néerlandaises avaient même jugé bon de surveiller toutes les apparitions publiques des parlementaires pour des raisons de sécurité.

D'aucuns redoutaient que la diffusion de ce film entraîne des vagues de violence semblables à celles provoquées dans certains pays arabes en 2005 par la publication de caricatures du prophète Mahomet dans la presse au Danemark. L'une de ces caricatures présentait le prophète avec une bombe dans le turban.

Fitna, film d'une quinzaine de minutes, présentait des images des attentats terroristes perpétrés à New York, à Madrid ou aux Pays-Bas sur fond de versets coraniques. Les images étaient entrecoupées de discours d'imams lançant un appel à la guerre sainte.

Même si la presse néerlandaise avait commencé à rapporter qu'une filiale torontoise de Network Solutions avait été retenue pour diffuser le film, le pire a finalement été évité.

C'est que Network Solutions a décidé le 23 mars 2008, soit quelques jours seulement avant la diffusion prévue du film attaquant l'islam et le Coran, de suspendre le site réservé (fitnamovie.com) par le controversé député néerlandais après avoir reçu un certain nombre de plaintes. L'entreprise avait expliqué vouloir vérifier si le site respectait ses règles de diffusion.

Le député Geert Wilders s'est finalement tourné vers le site de son parti et un site affilié à YouTube (www.liveleak.com) pour diffuser son court métrage le soir du 27 mars 2008 malgré les condamnations du gouvernement néerlandais.

La diffusion du film a été condamnée par le secrétaire des Nations unies, Ban Ki-moon, par plusieurs organisations islamiques, et par de nombreux pays musulmans comme l'Indonésie, le Pakistan, l'Iran et l'Afghanistan.

Le film n'a finalement pas provoqué les émeutes tant redoutées par le gouvernement néerlandais ou par d'autres pays comme le Canada. Toutefois, en janvier, les autorités néerlandaises ont déposé contre le député Geert Wilders des accusations d'incitation à la haine et à la discrimination après avoir notamment comparé le Coran au livre d'Adolf Hitler, Mein Kampf. Un procès devrait avoir lieu d'ici un an.

*Avec la collaboration de William Leclerc*





**cyberpresse.ca**

**LeDroit**  
en version intégrale  
sur votre ordi

**2 SEMAINES  
D'ESSAI  
GRATUIT**



Publié le 30 juin 2009 à 13h08 | Mis à jour le 30 juin 2009 à 15h58

## Québec annonce des primes pour garder les infirmières au travail



Photothèque Le Soleil

### Lia Lévesque

La Presse Canadienne

Le gouvernement du Québec offre des primes pour les infirmières totalisant 113,8 millions \$.

Des primes annuelles de 2000 \$ et 3000 \$ seront versées respectivement aux jeunes infirmières auxiliaires et aux jeunes infirmières qui travaillent dans le réseau public.

De plus, des primes de 8000 \$ par année seront offertes aux infirmières très expérimentées qui accepteront de reporter leur départ à la retraite.

Le ministre de la Santé et des Services sociaux, Yves Bolduc, en a fait l'annonce mardi à la Faculté

des sciences infirmières de l'Université de Montréal.

«Après les six premiers mois, il y a des gens qui se découragent parce qu'ils trouvent que c'est exigeant comme profession», a rapporté le ministre, qui fait le pari que ces primes aux nouvelles arrivées dans la profession les inciteront à y demeurer et à y prendre un peu plus d'expérience.

Pour ce qui est des primes versées aux infirmières admissibles à l'âge de la retraite, le ministère veut ainsi non seulement les garder actives, mais aussi permettre aux plus jeunes infirmières de bénéficier de leur expérience.

Environ 2000 infirmières d'expérience quittent chaque année, a souligné le ministre Bolduc.

Il n'a pu dire combien d'infirmières devraient profiter de ces trois primes.

Fait à noter, ces primes ne valent que pour trois ans, dans l'espoir de régler les problèmes d'attraction et de rétention de la main-d'oeuvre infirmière. La politique sera réévaluée après cette période. Ces primes sont donc ponctuelles et ne seront pas intégrées aux échelles de salaire.

Il n'est donc pas question d'augmenter de semblable manière la rémunération de toutes les infirmières. «Ca, ça va faire partie des conditions qu'on va négocier au cours des prochaines conventions collectives, a dit le ministre Bolduc. Ce qu'on voulait, ce sont des mesures vraiment pour les jeunes qui entrent sur le marché du travail, pour plus en avoir et les retenir plus longtemps et, également, pour nos gens qui devraient prendre leur retraite, avoir un incitatif significatif pour peut-être leur permettre de retarder et nous aider dans le réseau.»

De telles primes avaient été promises par le Parti libéral lors de la dernière campagne électorale.

Ces primes à la rétention s'ajoutent aux mesures déjà comprises dans le plan d'action Outaouais qui découle du statut particulier de l'Outaouais.

## Réactions

Le principal regroupement de syndicats d'infirmières et d'infirmières auxiliaires, la Fédération interprofessionnelle de la santé, a mal reçu ces primes, y voyant «une approche simpliste» et de la «poudre aux yeux» qui ne réglera pas le problème de fond.

Dans un communiqué, la présidente de la FIQ, Régine Laurent, a dit préférer des mesures «plus structurantes» pour réduire le fardeau de tâches des infirmières, notamment en améliorant leurs conditions de travail.

Elle déplore aussi le fait que ces primes ne s'adressent qu'à une minorité des infirmières, les nouvelles arrivées et les plus expérimentées qui sont presque à l'âge de la retraite. Cela, critique-t-elle, «est une insulte pour toutes ces femmes qui exercent leur profession dans des conditions insoutenables».

L'amélioration des conditions de travail des infirmières «passe par la fin des heures supplémentaires obligatoires, l'amélioration de l'organisation du travail, l'arrêt du recours au personnel d'agences privées et la création de postes à temps plein et permanent pour toutes», a ajouté Mme Laurent.

A l'opposé, l'Ordre des infirmières s'est réjoui des primes offertes. «Il était nécessaire que le ministère agisse en implantant des mesures concrètes pour maintenir le plus grand nombre possible d'infirmières dans le réseau public», a commenté la présidente Gyslaine Desrosiers.

La corporation professionnelle rappelle que 14 000 infirmières ont 55 ans et plus au Québec et que 15 000 ont déclaré vouloir prendre leur retraite d'ici trois ans si rien n'était changé dans leurs conditions de travail et de salaire, selon un sondage commandé par l'Ordre.

La Presse Canadienne et LeDroit

# U of O, city youth agency share resources

## Data to be studied with aim of helping young people

BY MOHAMMED ADAM, THE OTTAWA CITIZEN JULY 2, 2009 4:05 AM

A landmark deal to allow University of Ottawa researchers to study decades of field data accumulated by the Youth Services Bureau could help design innovative programs to turn around the city's troubled youth.

Under a three-year agreement between the university and the youth agency, researchers will have access to a treasure-trove of raw material gathered by case workers, and their insights gained on what works and what doesn't. The expectation of University of Ottawa president Allan Rock and YSB executive director Alex Munter is that the marriage between academic research and real-life experiences of street youth will produce enormous benefits to the city.

"Our goal is to make sure that no young person's entire future is defined by a struggle they face, a choice they have made and obstacles they have faced," said Munter.

"At the end of the day, this partnership will provide us really good information ... to make sure that our programs are as innovative and modern as possible to respond to changing needs. We are very excited about this. It's one of those cases where one plus one equals more than two. The range of possibilities is truly limitless."

Rock, a former federal Liberal cabinet minister, says the university's involvement with an important city organization is part of a renewed effort to give something back to Ottawa and make the institution relevant to a community that has nurtured and supported it.

"It is to build a very strong bridge between the university and the community to make sure that people know that we're of this community, we're proud citizens of Ottawa and we are not living in isolation," Rock said. "We're living in a community and we want to be an important part of it and contribute every way we can. This collaboration gives our researchers a huge range of clinical data as they do research to better understand which interventions work for young people and what happens when you do certain things."

Under the agreement signed this March, the university will pump \$40,000 into staffing and other requirements for the project.

Munter, who described the collaboration as a "marriage made in heaven," said it uses the strengths of the two institutions for mutual benefit. The university, a major research institution always looking for information, gets unprecedented access to raw data that will help it fulfil its mission. And the YSB, he says, will benefit by learning new things about how to get better.

As part of the deal, Munter says, the two sides will look into developing an undergraduate community-studies course in which the first part will be devoted to learning about the YSB. It will include a 30-hour work placement at the agency. Munter says the agency, which is involved in a wide range of services, including homelessness, mental health, custody and detention of young offenders, employment and HIV-AIDS prevention, is a "living lab" that students can mine profitably. As well, YSB will offer student placement in areas such as social work, criminology, psychology and medicine.

Equally significant, the university will give YSB access to academic journals, particularly the online variety. Without enough resources to subscribe to journals that carry the latest research or techniques on how to deal with assorted crises, the access to be provided by the university would be of tremendous benefit to front-line counsellors, crisis workers and therapists.

It all began with the establishment of a service office at the university as part of a new mission to provide opportunities for students and teachers to do volunteer work in the community.

Rock hopes university students "will become better people" as a result of their experience working as volunteers with disadvantaged youth.

"I hope that we are going to publish research articles that will advance understanding of what works best with youths who are facing challenges and difficulty, and I hope that we'll have a stronger community with less youth crime, healthier youth, and a youth contributing constructively," Rock said.

"We are citizens of this community, we want to see the YSB succeed and we want to do our part to help."

© Copyright (c) The Ottawa Citizen

lapresseaffaires.cyberpresse.ca

Jeudi 02 juillet 2009 06:47:00

Une superproduction  
hollywoodienne à Montréal

POUR UN  
RAPIDE  
À L'INFO

cyberpresse.ca

Publié le 30 juin 2009 à 16h52 | Mis à jour le 30 juin 2009 à 17h00

## Honduras: retour au pays des élèves parties en voyage humanitaire



Le Pensionnat du Saint-Nom-de-Marie.  
Photo: La Presse



**Émilie Côté**  
La Presse

Les 21 élèves et les trois enseignants du Pensionnat du Saint-Nom-de-Marie partis en voyage humanitaire au Honduras vont rentrer au pays d'ici 48 heures. Le groupe est en sécurité, assure la direction de l'école privée, située à Outremont.

Le retour était initialement prévu pour le 9 juillet. Mais avec le coup d'État qui a provoqué l'exil du président Manuel Zelaya, l'établissement scolaire veut rapatrier les élèves âgées de 16 et 17 ans - arrivées au Honduras jeudi dernier - dans les plus brefs délais.

«Tous les membres du groupe se portent bien et se préparent à rentrer au pays, a déclaré par voie

de communiqué Kathleen Caissy, directrice générale du Pensionnat du Saint-Nom-de-Marie. La sécurité de nos élèves est notre seule priorité et bien qu'elles se trouvent à distance des manifestations, nous avons préféré écourter leur voyage.»

Hier, 11 des jeunes filles étaient dans le village de San Mathias, à deux heures de route de la capitale. Les 10 autres étaient à la maison de l'organisme Mer et monde, en plein coeur de Tegucigalpa, à deux kilomètres à peine du palais présidentiel, d'où le président Manuel Zelaya a été éjecté par l'armée hondurienne.

Une élève interviewée par *La Presse* a dit être «super en sécurité».

Chapeauté par l'organisme Mer et Monde, le voyage prévoyait l'hébergement et l'immersion des élèves dans la culture hondurienne.

# Zero tolerance policy fails to prevent west-end student from being bullied

## Parents take son out of classes after repeated attacks

BY TIM SHUFELT, THE OTTAWA CITIZEN JULY 1, 2009

Enhanced provincial legislation to prevent bullying was of little assistance to an

Ottawa family that pulled their son out of his west-end public elementary school for fear of his safety.

The boy, who cannot be named to protect his identity, was the victim of persistent intimidation and violence at school until a serious assault caused his parents to end his school year a month early.

And just one month after the McGuinty government passed a law making it mandatory for school administrators to inform parents of violent incidents, the boy's principal would not even return calls, the father said.

"They're telling you about this zero-tolerance policy that they have and they have all these fancy words for how they handle the situation," the boy's father said. "It's not working."

He said a group of his son's classmates harassed, threatened and beat him in the schoolyard, out of view of teachers and supervisors.

The boy, however, was reluctant to report anything for fear of retribution from his tormentors.

"He knew if he said anything, it would just get worse. And he was right," his father said.

His son was content to suffer through the last month of school in silence. But his parents thought they should speak to the principal.

"When you see your kids suffering, you want to do something about it," he said.

However, for a week, the principal didn't return their calls. So they phoned the police.

Soon after, the principal got in touch with the family and assured them he would keep an eye on their son. That same day, the boy was pulled off a play structure by a group of four boys, pulled into the bushes and assaulted.

That afternoon, he went to the school and picked up his son, who said: "Get me the hell out of here."

Next year, the boy, who he said is an excellent student, will be attending a different school, his father

said.

And in speaking with other parents, the boy's father said he is convinced that schoolyards across the city are rife with bullying.

"I think every school has these problems. I don't know if the schools are afraid to do anything."

Petra Duschner, the safe schools manager for the Ottawa Carleton District School Board, said she couldn't discuss individual cases, but said she sympathized with the boy.

"The trauma for this little boy is a horrible situation," Duschner said.

And she couldn't comment on the family's complaints that they received almost no help from their son's principal.

"All I can say is our principals take the issue of bullying seriously," Duschner said.

She noted that every school in the board is expected to, and is in the process of, putting together a bully prevention committee.

In addition, the Safe Schools Act, which was implemented in 2000, is a zero-tolerance policy for violence and threats of violence.

And the new provincial legislation, which comes into effect in February, is designed to close some of the gaps in reporting incidents of bullying.

But Duschner said the legislation is still relatively new and added that part of the solution must lie in turning schoolyard bystanders into "responsible citizens," who will report bullying when they see it, as victims do not often speak up.

"These children, in many cases, are very distressed and afraid to come forward," she said.

© Copyright (c) The Ottawa Citizen

# Activities are new summer work for kids, study finds

## Children no longer pitch in on family farms, but they're far from idle

BY SHANNON PROUDFOOT, CANWEST NEWS SERVICE JULY 1, 2009



Instructor Joanne Colley, left, works with Hannah Opare at Kumon Learning Centre in Toronto. After-school activities like enrichment and remedial help, soccer and dance are a sort of 'work' for children, and parents enroll them to offer advantages later in life.

**Photograph by:** Tim Fraser, Canwest News Service, Canwest News Service

The days when children toiled in the field or factory with the rest of the family are long gone. But now that school is out, they're still going to work, one researcher says -- only now they do so clutching math worksheets, soccer jerseys and ballet shoes.

"Especially right now, the dominant notion in the Western world is that childhood is supposed to be this time of innocence, but the reality is that kids are working really hard, not just in school but on lots of other things," says Hilary Levey, a post-doctoral sociology fellow at Harvard University.

Levey is the author of a newly published paper looking at "pageant princesses and math whizzes" and examining extracurricular activities as a form of children's work. Child beauty pageants and Kumon math and reading classes are the focus of the paper, published in the journal *Childhood*, but she's also looked at chess, soccer and ballet.

Parents who enrol their children in these activities have one thing in common, she says: they want the best for their children and want them to be happy. Still, when she explains her work, they often respond with surprise or denial, she says.



"The initial reaction often is, 'No, no, we would never do that to our children. We want childhood to be this idyllic time when you find yourself and you have the time to explore and read books and play outside,' " Levey says. "But really, that's an idealized version and in reality, we're pushing kids in all sorts of ways in school and after school."

The 19th century gave birth to our present notion of childhood, she says: before then, children were expected to contribute their labour to support their families, but then childhood evolved into a protected stage of innocence.

Now, for a small number of children competing at elite levels, extracurricular activities fulfil an obvious work function in that their parents and families profit from their success, Levey says, either in the form of prizes or as "walking advertisements" for programs run by their parents.

Parents in general are drawn to activities like academic classes and organized sports because they believe it's an investment in their children's future to help them develop qualities such as leadership and time-management skills, she says.

While the parental debate continues over whether children are over-scheduled and need more free time to simply be kids, she says more research is showing that children who participate in activities up to a certain point -- 20 hours per week -- enjoy benefits like higher self-esteem and academic advantages.

William Paye's children, 16-year-old David Opare and 13-year-old Hannah Opare, have been attending Kumon math and reading classes in Toronto for years, and he says that's made report card time stress-free in his family. Hannah went from hating math to aspirations of becoming a math teacher, he says, and David is considering a career as a chartered accountant.

"Whatever they want to do, I believe they will do," he says. "I have confidence, I'm not worried academically anymore."

© Copyright (c) The Ottawa Citizen